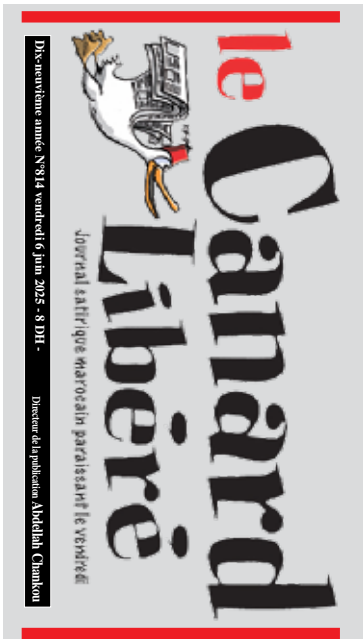


Numéro double



Al Omrane Expo

Des chiffres et des défis



P11

Sionisme barbare à Gaza

L'Espagne conscience du monde

P16

Décès de Abdelhak El Mrini

Un grand serviteur de la monarchie s'en va

P13

Confus **DE CANARD**

Fraude au bac

P3

Said Scally, membre du Conseil d'administration de la société sportive de Husa, a mené une mission d'assainissement salulaire.



Hassania d'Agadir se maintient en première division mais à quel prix !

JEU DE MASSACRE À TOUS LES ÉTAGES

P6

Zones oasiennes

Plaidoyer pour une cosmétique verte



P8

AID EL KEBIR SANS MOUTONS

SANS BOULFAF, ON FÊTE QUOI ?

LE SACRIFICE POUR LE MOUTON...



L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Hicham Ait Manna

Je suis comme un joueur de casino

P14





Un devoir, une fierté nationale **et le développement des aptitudes sportives**



**Inscriptions ouvertes jusqu'au 23 juin,
pour les jeunes de 19 à 25 ans**



www.tajnid.ma



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Fraude au bac

Un réseau de triche high-tech démantelé à Agadir. Huit interpellations. Un jeune arrêté à El Hoceima. Motif : avoir monnayé les réponses des épreuves via WhatsApp... C'est le bilan du premier jour de l'examen du bac 2025.

Chaque année, c'est le même scénario qui se répète, les élèves fraudeurs arrivant à déjouer les dispositifs de surveillance les plus draconiens.

La fraude au bac est considérée depuis 2022 comme un délit puni sévèrement par la loi (l'interdiction de passer le bac pendant une certaine période, une peine d'emprisonnement entre 6 mois et 5 ans assortie d'une amende pouvant atteindre 100.000 DH). Mais les sanctions encourues ne semblent pas avoir un effet dissuasif sur les élèves malhonnêtes qui prennent le risque de tricher. La question qui se pose : pour ceux qui se sont fait prendre la main dans le sac, combien réussissent à passer entre les mailles du filet ? Les ministres de tutelle changent régulièrement sans que l'on sache pourquoi d'ailleurs. Mais pas l'état d'esprit général de l'école toujours aussi calamiteux. Blanc bonnet bonnet blanc.

Le phénomène de la triche au bac gagne en sophistication et parvient, les progrès technologiques aidant (oreillettes miniatures, montres connectées, applications de messagerie instantanée...), à résister à tous les efforts de lutte déployés.

Bonjour la guerre du bac. Une guerre livrée sur plusieurs fronts. La guerre contre les fuites devenues un jeu d'enfant, des différentes épreuves à la veille des examens. La guerre contre le matériel de la fraude de plus en plus perfectionné et sophistiqué. Ainsi va l'actu du bac depuis des années, reflet d'un système éducatif profondément déréglé. La terminale, qui a perdu son prestige, n'est plus traitée que par le fait divers. La justice s'en mêle. Psychodrames à répéti-

tion. Triste constat qui n'émeut pratiquement plus personne. On s'habitue finalement à tout. Y compris au pire. A l'inimaginable. Par lassitude. En faisant semblant que tout n'est pas perdu. Que l'espoir d'un sursaut est possible. Que l'école marocaine qui continue à engloutir sans obligation de résultats le tiers du budget de l'État est réformable. Belle illusion. C'est ainsi que la triche, à force de triompher, devient la norme et la probité qui recule dangereusement l'exception.

Comment en est-on arrivé là ? Par quel glissement sociologique, indigence intellectuelle ou délitement moral, le Maroc s'est-il laissé happer par cette spirale de la combine scolaire à grande échelle ? Le

baccalauréat dans un système déjà dévalorisé ne vaut pas grand-chose. Mais consolons-nous : les bacheliers qui en sont issus justifient au moins d'un savoir-faire précieux en «fraudologie»...

Pourquoi ne pas organiser des concours dans cette discipline pour évaluer les aptitudes des candidats qui seront certainement nombreux à se présenter ? Les lauréats auront la noble tâche d'assurer la relève de leurs aînés, ces professionnels de la combine qui traversent bien des secteurs et dont le « métier » rap-

porte beaucoup plus que le travail et le sérieux. Or, c'est connu on éduque par l'exemple et les contre-exemples donnés en société, dont le dernier porte sur le trafic des masters, sont légion et aux antipodes des valeurs de probité et de l'effort... En principe, on réforme l'école pour transformer la société. Au Maroc, il faudra sans doute songer à réformer la société pour espérer transformer l'école. Voilà un sujet pour faire éventuellement blablater les experts en tout et rien dans les séminaires... La triche n'est plus, paraît-il, l'apanage des examens du bac puisqu'elle a fait son entrée dans tous les examens de fin d'année du secondaire et peut-être même du primaire. On avance bien. Ça mérite une bonne note. ▀

On éduque par l'exemple et les contre-exemples donnés en société, dont le dernier porte sur le trafic des masters, sont légion et aux antipodes des valeurs de probité et de l'effort...



Côté BASSE-COUR



Beurgeois
GENTLEMAN

L'insolente réussite des Marocains à Polytechnique Paris

Dans cet article, nous n'allons parler que des statistiques 2024, officielles, publiées sur le site web de l'école Polytechnique Paris (voir l'adresse URL du rapport de 69 pages en fin d'article). Il paraît que les scores des Marocains seraient encore plus impressionnants en 2025. En 2024, selon le rapport de 69 pages disponible sur le site web de l'école Polytechnique, les Marocains se sont classés premiers avec 22 admis devant les Parisiens : 16 admis, les Provinciaux : 7 admis et les Tunisiens en quatrième position avec 4 admis. On observe comme les années précédentes une large prépondérance des élèves marocains ayant suivi leur préparation au Maroc. Mohammed, un Marocain de 21 ans, n'est pas passé par le lycée Louis-le-Grand à Paris mais par un lycée de Benguérir. Chaque année, les étudiants marocains font des étincelles aux concours des écoles d'ingénieurs françaises. Il faut dire que toutes les villes du Maroc comptent des établissements proposant des classes préparatoires scientifiques ! Le niveau en mathématiques est élevé au Maroc. « Les étudiants marocains sont très bien formés en mathématiques et en physique, leur niveau est incroyable », constate la directrice des relations internationales de l'École polytechnique. Comme la majorité, Mohammed de Benguérir veut devenir ingénieur dans les data sciences, un métier d'avenir des deux côtés de la Méditerranée. Notre défunt Roi, SM Hassan II, aimait dire aux extrémistes dans ses interviews qui faisaient une audience incroyable en France : « la Mer Méditerranée vue depuis un satellite, c'est un tout petit lac ! ».

Notre mère à tous, berceau des Pharaons égyptiens, des philosophes grecques, des bâtisseurs romains, de la civilisation arabe du Moyen Orient, du Maroc, de l'Andalousie et de l'actuelle civilisation occidentale... La liste des villes du Maroc - des Lycées - des Filières - et du nombre de candidats qui se sont présentés au concours d'entrée à Polytechnique Paris en 2024 selon le rapport précité :

- Agadir - Groupe scolaire Al Qalam - MP - 13 candidats
- Agadir - Lycée Réda Slaoui - MP - 2 candidats
- Benguérir - LYDEX MP+PT - 152 candidats
- Beni-Mellal - Lycée Technique Mohamed V - MP - 1 candidat
- Casablanca - Ecole Yasmine Californie MP - 16 candidats
- Casablanca - ESTEM MP - 7 candidats
- Casablanca - Lycée Mohamed V MP - 37 candidats
- Casablanca - Lycée Al Khansaa MP - 1 candidat
- Casablanca - Groupe scolaire La Résidence MP - 4 candidats
- El Jadida Lycée Errazi MP - PSI - 7 candidats
- Errachidia Lycée Ibn Tahir MP - 3 candidats
- Fès - Centre des classes prépa.Moulay Dris MP - 24 candidats
- Fès - Etablissement Al Cachy MP - 4 candidats
- Kenitra - Lycée Mohamed VI MP - 2 candidats
- Khouribga - Centre des classes prépa. Lycée Ibn Abdoun MP - 5 candidats
- Laâyoune - Lycée Lyssane Eddine Al-Khattib MP - 3 candidats
- Marrakech - CPGE privée Koutoubia-Prépas MP - 1 candidat
- Marrakech - Lycée Ibn Timiya MP - PSI - 21 candidats
- Meknès - Lycée Omar Ibn Al-Khattab MP - 9 candidats
- Meknès - CARNOT PREPAS MP - 1 candidat
- Meknès - Prépa-Sup Ibn Ghazi El Meknassi MP - 2 candidats
- Oujda - Lycée Omar Ibn Abdelaziz MP - 6 candidats
- Rabat - Abulcasis MP - 23 candidats
- Rabat - Ibn EL Khatib MP - 5 candidats
- Rabat - Lycée Al Zahrawi MP - 31 candidats
- Rabat - Lycée Ibn Al Ghazi MP-PSI - 38 candidats
- Rabat - Lycée Moulay Youssef MP - 37 candidats
- Rabat - Lycée privé Al Khawarizmi CPGE MP - 1 candidats
- Safi - Lycée Moulay Abdellah MP - 3 candidats
- Salé - Collège Selmane Al-Farissi MP - 4 candidats
- Tanger - Lycée Moulay Hassan MP - 4 candidats
- Tétouan - LYMED MP - 46 candidats
- Tétouan - Centre CPGE Tétouan MP - 6 candidats

Une grande fierté de voir que la ville de Laâyoune a présenté 3 candidats à Polytechnique en 2024 ! Au fait, ses détracteurs, les Militaro-magouilleurs algériens... Ils ont présenté combien de candidats ? Jamais, même dans leur pire cauchemar, ils n'égaleront le nombre de 152 candidats qu'a présenté la petite bourgade de Benguérir ! LOL. Pour le savoir, chercher le score minable des Algériens en 2024 dans le rapport ci-dessous :

Source : https://www.polytechnique.edu/admission-cycle-ingenieur/sites/admission/files/content/Livret_Stats%202024%20-%202022.pdf (À suivre)

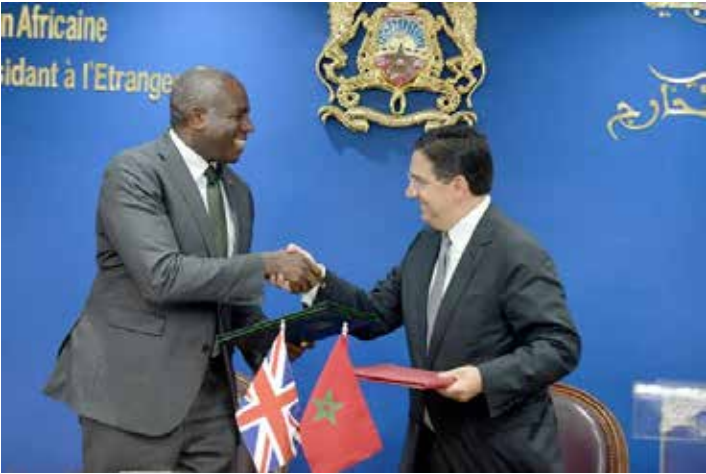
Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les Anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Notre mère à tous, berceau des Pharaons égyptiens, des philosophes grecques, des bâtisseurs romains, de la civilisation arabe du Moyen Orient, du Maroc, de l'Andalousie et de l'actuelle civilisation occidentale...

Sahara marocain Le Royaume-Uni apporte son soutien au plan d'autonomie

Nouvelle victoire pour la diplomatie marocaine et KO debout pour l'Algérie et elle est d'envergure. Membre permanent du Conseil de sécurité, le Royaume-Uni, dirigé par un gouvernement travailliste, a apporté son soutien au plan d'autonomie pour le Sahara marocain proposé par le Royaume. Cette décision majeure a été annoncée, dimanche 1er juin 2025 à Rabat, par son chef de la diplomatie David Lammy qui a affirmé que le plan d'autonomie sous souveraineté marocaine pour le Sahara était «la base la plus crédible» pour parvenir à une solution pour ce conflit factice. Cette déclaration marque un tournant dans la position britannique jusqu'ici alignée sur le principe d'autodétermination en soutenant «les efforts déployés par l'ONU pour parvenir à une solution politique durable et mutuellement



David Lamy et NacerBourita.

acceptable garantissant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», selon le site du Foreign Office. Cette position relève désormais de l'histoire ancienne. Le Royaume qui s'est aligné ainsi sur la position de deux membres du Conseil de sécurité, les États-Unis et la France, a rejoint le camp dominant de la légalité, du bon sens et du partenariat constructif. Comme à chaque gifle reçue par l'Algérie, le ministère des Affaires étrangères s'est fendu d'un communiqué de résignation où il indique que «l'Algérie regrette le choix fait par le Royaume-Uni d'apporter son soutien au plan d'autonomie marocain ». Défait, sonné et isolé, le régime algérien est plus que jamais face à lui-même et à sa diplomatie du regret. »



Côté BASSE-COUR



Le PSG champion d'Europe pour la première fois de son histoire

Le sacre d'un beau collectif

Le Paris Saint-Germain a décroché samedi 31 mai 2025 sa première Ligue des champions en écrasant l'Inter Milan 5-0 à Munich. Un triomphe d'autant plus historique qu'il était attendu depuis longtemps. Cette victoire, fêtée comme il se doit par des supporters qui ont connu tant de désillusions,, marque un tournant pour le PSG. Le groupe a su se réinventer après les départs de « stars » comme Kylian Mbappé, Neymar et Lionel Messi. Un PSG sans ses stars survendues et surpayées, qui étouffaient le jeu en empêchant le talent



Luis Enrique, un coaching gagnant...

et le potentiel de leurs coéquipiers de s'exprimer, était la meilleure chose qui puisse arriver au PSG. Une délivrance précieuse et salutaire qui a permis au coach espagnol Luis Enrique de construire une équipe agile et solidaire, équilibrée et confiante où la seule star a pour nom le collectif. Le sacre du PSG est le fruit de son coaching parfois sévère mais efficace. Le PSG peut désormais se targuer d'avoir inventé un nouveau style de jeu performant et même une école de foot efficiente, ce que les coéquipiers de Achraf Hakimi ne possédaient pas sous la période stérile des « stars ». Le PSG a enfin une âme, une identité et des qualités pour rivaliser avec les meilleures équipes européennes ►

Moussa Saâdi n'est plus



L'ancien ministre Moussa Saâdi s'est éteint vendredi 30 mai 2025 à la suite d'une longue maladie. Cet ingénieur en géologie, qui a rejoint la politique en intégrant le RNI, a fait partie des gouvernements de Ahmed Osman dans les années 1977 et celui de Maâti Bouabid dans les années 90. Dans le premier cabinet, cet originaire de l'Oriental avait officié comme ministre de l'Énergie et des Mines et dans le second comme titulaire du portefeuille du Tourisme. Ce fut un homme de valeur, qui jouissait de l'estime de ceux qui l'ont connu et côtoyé. Dans un message de condoléances adressé aux membres de la famille du défunt, SM le Roi Mohammed VI a salué « les nobles qualités du regretté défunt, sa compétence et sa loyauté dans les missions et les postes de responsabilité politique et gouvernementale qu'il a occupés, ainsi que son attachement indéfectible au glorieux Trône Alaouite et son patriotisme sincère pour la défense des sacralités et des constantes de la Nation. » ►

L'USYM monte en première division

Une ascension capitale



Un club prometteur qui fera parler de lui en Botola Pro.

C'était une ascension inscrite dans l'ordre des choses. L'Union Sportive de Yacoub El Mansour (USYM) jouera en Botola Pro D1 la saison prochaine. Ce club jeune et ambitieux, qui affrontera en derby ses trois aînés rbatis, le FUS, les FAR et UTS, a assuré sa montée historique en tenant en échec le Kawkab de Marrakech (0-0) au stade Sidi Youssef Ben Ali, lors de la 30e et ultime journée de la Botola Pro D2. Mais que de chemin parcouru et d'efforts consentis avant de pouvoir jouer dans la cour des grands . A ses débuts, ce petit poucet de la capitale, fondé en 1989, a connu une progression en dents de scie. Lors de la saison 2000-2001, il évolue en seconde division du championnat du Maroc mais faute de bons résultats se voit relégué en troisième division. Depuis 2017, l'USYM prend un nouveau virage avec l'arrivée à sa tête de Mohamed Mehdi Bensaïd, le

ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication. Dès lors, le club adopte une approche dynamique basée sur la formation des joueurs et leur motivation. Pour le coaching de l'équipe, le ministre, par ailleurs conseiller à la commune de Agdal-Riad et député de la circonscription l'Océan, fait confiance à Mehdi El Jabri Aït Hassou en lui assurant les moyens nécessaires à un meilleur encadrement du collectif. Ce jeune prodige de 29 ans natif de Rabat, titulaire d'une licence en droit public, devient ainsi le plus jeune entraîneur de la Botola Pro. Le président du club n'a pas été déçu. Mehdi, qui respire le foot tout comme sa famille, assure et rassure. Il est travailleur et ambitieux. Décidé à ne pas s'arrêter en si bon chemin et à gravir tous les échelons, il visait le haut niveau. Rêve réalisé. L'avenir appartient à l'USYM qui saura faire parler de lui en première division. ►





Le Maigret du CANARD



Said Scally a réussi à régler au cas par cas les dossiers litigieux des joueurs et des fournisseurs.

Hassania d'Agadir se maintient en première division mais à quel prix !

JEU DE MASSACRE À TOUS LES ÉTAGES

Si Hassania Union Sport d'Agadir (Husa) a évité le pire en ne tombant pas en deuxième division, ses anciens dirigeants, eux, sont tombés bien bas. Enquête.

AHMED ZOUBAÏR

Scènes de liesse et de joie intenses au Grand Stade d'Agadir à l'issue du match barrage retour ayant opposé samedi 31 mai 2025 le Hassania Union Sport d'Agadir (Husa) au Raja de Beni Mellal (RBM). La fête s'est poursuivie dans les vestiaires avec des moments de camaraderie partagés avec certains membres du staff technique et de direction qui ont contribué à la construction de cette victoire inestimable. Or, la Husa, contrairement à ce que l'on peut penser de prime abord, n'a pas remporté de trophée mais elle a évité en sortant victorieuse (1-0) de cette rencontre une véritable catastrophe préjudiciable pour l'image de la ville : la relégation. Une perspective menaçante que beaucoup redoutaient à Agadir, plusieurs jours avant le match fatidique. Au point que le wali de la région, l'excellent Saaïd Amzazi s'est impliqué personnellement dans ce dossier pour galvaniser les joueurs qui, il faut le dire, avaient une pression monstre sur les épaules... Bien plus que l'estime de leur public, ces joueurs, dont certains étaient en larmes, méritent franchement la médaille du courage et de la persévérance. Pour

avoir réussi à se maintenir en première division de la Botola Pro Inwi en bravant les pires difficultés et elles ne sont pas minces. Loin s'en faut... D'abord, les finances catastrophiques du club plombées par une dette colossale globale d'un montant de 103 millions de DH. La situation était telle qu'il a fallu désigner l'homme des missions difficiles, l'intraitable Said Scally, ex-président du CRT d'Agadir et figure locale et nationale de l'industrie touristique, pour assainir les comptes, remettre le club sur pied et le sauver d'une faillite imminente. Une mission d'audit salubre qui lui a été confiée en sa qualité de membre du Conseil d'administration de la société sportive de Husa et de son porte-parole par le sponsor officiel du club, Afrikaia de Aziz Akhannouch. La décision était intervenue dans la foulée de la destitu-

Salaires et primes de joueurs non-réglés, prestations de fournisseurs impayées des années durant... Le passif est lourd, le déficit considérable.

tion le 11 novembre 2023 sous la pression des supporters du président Amine Dor qui avait succédé à Habib Sidinou en février de la même année. C'est la gestion de ces deux précédents bureaux qui a été pointée du doigt dans le rapport d'enquête Scally. Chiffres et faits à l'appui. Salaires et primes de joueurs non-réglés, prestations de fournisseurs impayées des années durant... Le passif est lourd, le déficit considérable. Le bilan de ce droit d'inventaire sans concessions a fait l'objet d'une sortie médiatique explosive, sans langue de bois, qui a fait l'effet d'une bombe dans le landerneau local dont les acteurs sont très peu habitués à ce type d'exercice. Connu pour son efficacité et sa droiture, Said Scally est du genre à aller droit au but en appelant un chat un chat au nom de l'obligation de transparence et du droit des supporters de savoir ce qui se passe dans le club et pourquoi la Hassania a failli sombrer après avoir cumulé les échecs... L'héritage mis au jour est constitué d'une dette colossale globale d'environ 103 millions de DH ! Dans le lot des créances figurent 24 dossiers devenus litigieux pour une valeur d'environ 40 millions de DH. Certains d'entre eux ont été déjà jugés par la justice se rapportant essentiellement au dû des

joueurs dont plusieurs ont quitté Husa pour d'autres clubs nationaux, arabes et européens . « Bien des infractions financières qui pourraient relever du pénal ont été débusquées dans la gestion passée du club », explique une source proche de l'affaire qui a insisté sur le fait que le nouveau bureau, dirigé depuis décembre 2023 par Belaid El Fakir, a pris ses nouvelles fonctions sans cérémonie de passation des pouvoirs en héritant d'un club empêtré dans une profonde crise financière. Un véritable cadeau empoisonné. La tâche de la mission de sauvetage pilotée par M. Scally était très compliquée en raison de la non-remise des documents comptables et autres contrats juridiques indispensables pour reconstituer l'histoire des dossiers de conflit. Cette situation étrange laisserait suggérer une dissimulation de documents ou simplement leur inexistence du fait de transactions au noir... Dans son rapport d'enquête sur le club gadiri, la ligue nationale de football professionnel a d'ailleurs fait mention de ce problème en écrivant noir sur blanc qu'aucun « reporting juridique » ne lui a été fait par les dirigeants de la Hassania depuis deux ans. Seule solution pour M. Scally et son équipe : s'appuyer sur les quelques procès-verbaux fournis par la ligue pour reconstituer une partie des archives du club et à partir de là entrer en contact avec les joueurs créanciers en vue de leur proposer un compromis financier . Il s'agissait en substance de les convaincre de renoncer à une partie de leurs droits, que les dommages et intérêts ont gonflés, en tenant compte de la mauvaise passe financière de Husa. C'est le cas entre autres de certains dossiers litigieux de joueurs comme Ayoub El Mellouki, Zouhair Chaouch et Saïfeddine Alami El Alami, dont la créance individuelle envers le club ne dépassait pas les 800.000 DH sous l'époque du président Sidinou (2013-2023). Après avoir été définitivement jugés (première instance, appel et cassation) lors de procès boycottés curieusement par l'avocat du club, la dette initiale des joueurs en question (période 2019-2021) a augmenté de manière vertigineuse, atteignant respectivement 3.650.000 DH, 2.420.000 DH et 2.220.000 DH. Le déficit du club a été aggravé par 7 autres contentieux FIFA liés aux transferts de joueurs d'un montant de 4 millions de DH. Encore plus troublant est le cas d'un attaquant du nom de Karim El Berkaoui qui a fait l'objet d'un transfert en Arabie Saoudite pour un montant de 4.500.000 de DH. L'argent a été bel et bien viré sur les comptes du club mais l'ex-joueur de Husa ne touchera pas les 10 % du montant du transfert qui lui ont été promis, soit la somme de 450.000 DH, ni les 115.000 DH au titre de sa dette envers Husa malgré la reconnaissance de dette qui lui a été signée par l'ancien bureau dirigé par Habib Sidinou. La question se pose sur la partie qui a empoché l'argent revenant de droit à El Berkaoui qui a dû finalement renoncer à la moitié de son dû dans le cadre de la négociation avec le chef de la mission de sauvetage. La même question de pose sur le sort des recettes du loyer de la galerie Al Inbiat, propriété de Husa, qui n'ont jamais été

Le Maigret du CANARD



Le wali Saaid Amzazi galvanisant les joueurs à la veille du match barrage décisif.

versées dans les caisses du club... Pour Said Scally, cet aspect problématique n'est qu'une goutte dans un océan d'incohérences comptables à l'image de l'affaire de ce médecin qui réclame les arriérés de loyer de ses appartements pour le compte du club... Mais d'où sont venus les fonds exceptionnels ayant servi à apurer le passif colossal du club ? L'entreprise Afrikaia, le sponsor officiel de l'équipe. Qui au-delà de cette remise à flots vitale destinée à effacer les ardoises, soutient Hassania à hauteur de 20 millions de DH par an, soit environ la moitié du budget du club. Un budget constitué de 10 millions de DH issus de la région, 5 millions de DH de la commune d'Agadir et 8 millions de DH accordés par la ligue de football au titre des droits TV. Sur le maillot de l'équipe seule figure la marque commerciale du sponsor officiel! Et Dieu sait que Agadir regorge de grosses fortunes soussies pur sucre ! Mais ces nababs ont ceci de particulier qu'ils ne contribuent pas à la trésorerie du club ni à son rayonnement. A commencer par Karim Achengli, le président actuel de la région, un heureux et riche héritier, le très discret patron de la CGEM Souss-Massa Driss Bouti. Ceux-là et leurs congénères sont adeptes tous les deux du « Vivons heureux vivons cachés » et fidèles gardiens du fameux proverbe « un sou ou est un sou.» La contribution à la vie sociale et communautaire de la cité, ils l'ont sous-traité depuis longtemps au patron d' Akwa Group, le seul opérateur économique originaire de la région à sortir le chéquier pour sponsoriser et rembourser ce qui ressemble à de fausses dettes et des mécomptes en pagaille... Un passif douteux que Saïd Scally s'est attelé pendant un an et demi à apurer jusqu'au dernier centime au prix d'un grand parcours du combattant. Avec l'art, la manière et la rigueur qu'on lui reconnaît. « Au 30 mai 2025, la société sportive du club affiche une situation financière assainie, sans aucune créance ni litige », lâche-t-il, satisfait du travail accompli... « Husa peut aborder la prochaine saison avec un nouvel état d'esprit », ajoute-t-il. ▀

Une année de galère pour Hassania

Deux fois champion du Maroc, Hassania a perdu de sa superbe depuis plusieurs années. Le club, qui vient de s'attacher les services du directeur sportif Laurent Déchaux, joue pratiquement le maintien à chaque saison. Une situation pénible pour son public qui veut voir son équipe jouer les premiers rôles. Mais pour les mauvais résultats de la saison 2024-2025, Husa bénéficie de circonstances atténuantes puisque l'équipe a vécu une véritable galère en raison de la fermeture du stade Adrar pour travaux. Ce qui a obligé les dirigeants du club et le gouverneur de la préfecture d'Agadir Idaoutanane à se démener à chaque fois pour trouver des stades de rechange pour les matchs à domicile en dehors d'Agadir. Comme solution provisoire, on leur a proposé au départ Safi pour toutes les rencontres à domicile en attendant la réouverture du stade d'Agadir. Mais une fois sur place, les joueurs n'ont pas trouvé à leur grande surprise où dormir ni où s'entraîner. Quand il a fallu recevoir Difaa Hassani El Jadidi s'est posé de nouveau le casse-tête du stade. On se rabat sur Berrechid. Réponse négative : Le stade est fermé. On cherche vainement du côté de Mohammedia et de Khemisset. La solution est enfin

trouvée, Laâyoune distance d'Agadir de 632 kilomètres ! Qu'à cela ne tienne. Mais cinq jours avant le match, alerte de la ligue professionnelle de football : Impossible de se déplacer à Laayoune. La raison ? Le stade n'est pas équipé de la VAR. Plus kafkaïen que ça, tu meurs ! Jetez un coup d'œil au calendrier des matchs de la saison 2024-2025 et vous réaliserez aussitôt que toutes les équipes connaissent à l'avance où elles vont jouer,

fâcheuses a privé les joueurs de la Hassania d'un minimum de confort et de sérénité nécessaires pour aborder un match dans des conditions optimales. C'est ce qui explique en grande partie les mauvais résultats de Husa. « Husa est la seule équipe de Botola Pro Inwi à avoir affiché pour le compte de la saison 2024-2025 un kilométrage impressionnant au compteur : 28. 851 km ! », révèle Said Scally, qui ironise en ajoutant que la Hassania



Pour ses matchs à domicile en dehors d'Agadir, l'équipe a parcouru un peu plus de 28.000 km!

sauf le Hassania d'Agadir qui doit attendre la dernière minute pour connaître où elle va recevoir son adversaire ! Et pour dénicher le stade, il faut intervenir, supplier, suer, stresser... Ce n'est plus du foot, c'est une punition. Ce n'est ni sérieux, ni acceptable ! Cette absence de visibilité et ce qu' elle implique comme conséquences

n'était pas loin d'approcher le tour de la terre qui est de 40 075 km ! Un record d'un autre genre, qui mérite de figurer dans le Guinness, à mettre à l'actif de cette équipe de haute résistance qui en a vu décidément de toutes les couleurs... Dans de telles conditions, se maintenir en première division est une grande prouesse. ▀

Enseignement supérieur

L'Université internationale Averroès arrive

C'est parti pour l'Université internationale Averroès, ex-Atlantique. Ce changement de nom intervient dans un contexte réglementaire clarifié : lors de sa réunion du 25 avril 2025, la Commission Nationale de Coordination de l'Enseignement Supérieur (CNACES) a officiellement accordé le statut d'université privée à l'établissement. Une évolution positive à mettre à l'actif du ministre de tutelle Azzedine El Midaoui, qui a corrigé les égarements de son prédécesseur sur ce dossier... Présidée par le Pr Rachid Mrabet, l'UIA a organisé sa conférence inaugurale de la nouvelle université en présence du ministre de l'Inclusion économique, de la petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences Younes Sekkouri. Celui-ci a profité de cette occasion pour aborder la



Le Pr Rachid Mrabet avec le ministre Younes Sekkouri lors de la conférence.

question complexe de l'employabilité des jeunes et les mesures déployées par le gouvernement pour aider les jeunes diplômés

à accéder au marché de l'emploi. Conçu pour accueillir jusqu'à 2.500 étudiants, le campus situé dans le quartier la colline

à Sidi Maarouf regroupe trois écoles aux orientations distinctes mais complémentaires : Averroès Engineering School, Averroès Business School, et Averroès School of Law and Politics. L'offre académique s'enrichit d'un Executive Center et d'un centre de recherche appliquée. Le nouveau campus, situé route de Nouaceur à Casablanca, se veut un lieu d'excellence, pensé pour favoriser l'apprentissage par projet, les interactions interdisciplinaires et l'insertion professionnelle en s'appuyant sur la formation en alternance (phase théorique à l'école et pratique en entreprise). Un dispositif de haute importance qui permet à l'apprenant de gagner en expérience professionnelle et que le gouvernement ferait mieux d'encourager dans le cadre d'une future réforme du code du travail. ▀



Le Maigret du CANARD



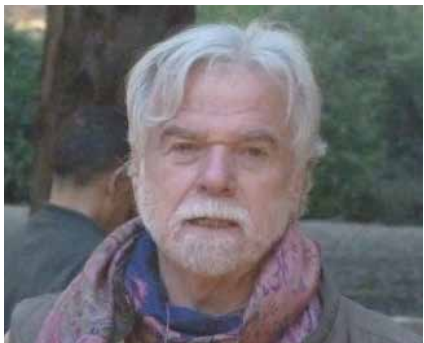
Zones oasiennes

Plaidoyer pour une cosmétique verte

Dans cet article, Patrick Simon, président de l'Association Marocaine de Développement du Géoparc Jbel Bani (AMDGJB) lance un appel pour valoriser le formidable potentiel oasien du sud du Maroc pour en faire une source de revenu pour la population locale.

Par **PATRICK SIMON**

Dans le contexte du Territoire Soutenable du Géoparc Jbel Bani (TSGJB), qui s'intègre globalement dans les limites géographiques du Bassin Versant du Draa- Oued Noun au Sud du Maroc, qui est géré par l'Association Marocaine de Développement du Géoparc Jbel Bani ((AMDGJB) - autorisée depuis le 10 Avril 2015 sous Autorisation 1954-36-Tata), nous avons pris en compte les



Patrick Simon *

défis majeurs auquel il est actuellement confronté ! Pour cela nous avons eu à considérer ces forces que représentent cette économie oasienne millénaire avec sa richesse en biodiversité et biomes spécifiques, adaptés aux conditions arides et semi-arides. Aussi nous-nous sommes obligés de tenir compte de cette vulnérabilité accrue qui s'accroît face aux changements climatiques, notamment avec le stress hydrique, mais également par les pres-

sions anthropiques liées aux activités économiques qui, avec une orientation potentielle vers l'exploitation minière et les énergies renouvelables, pourraient prochainement impacter les écosystèmes oasiens et ruraux. C'est en ce sens que nous définissons les nécessités de considérer les aspects culturels et vernaculaires dans la gestion des terres en prenant acte des défis de gouvernances à prendre en compte pour intégrer la protection des sols et de la biodiversité dans les priorités des communautés locales et des politiques régionales. En cela nous avons à prendre en compte ces véritables enjeux à mettre en forme pour trouver ces équilibres en développement du « TSGJB » afin de freiner l'exode rural qui se dessine à l'horizon 2025-2035. C'est en ce sens qu'en tant qu'AMDGJB, nous œuvrons à définir des Plans d'Actions considérant cette aire biogéographique adaptatif au TSGJB permettant d'évaluer la biodiversité et permettant d'anticiper les impacts des changements climatiques sous forme de plusieurs actions qui pourraient être entreprises pour définir un modèle de « biome adaptatif durable du TSGJB » ! Nous préconisons pour cela, en faisant appel aux capacités universitaires d'établir un inventaire et une cartographie détaillée de la biodiversité actuelle pour ce territoire partagé entre Désert et Océan, Montagnes et Désert en préconisant des études de terrain approfondies pour identifier les espèces végétales et animales présentes, et en se concentrant sur les espèces endémiques, rares ou menacées façonnée en cette aire vernaculaire et historique oasienne. Pour ce faire nous considérons comme fondamental de cartographier les différents types d'habitats et écosystèmes (oasis, zones arides, zones montagneuses), en utilisant des outils de télédétection et de SIG (Système d'Information Géographique) et en évaluant l'état de santé des écosystèmes et identifiant les zones à haute valeur écologique. Il s'agira pour cela de modéliser les impacts persistants des changements climatiques et du stress hydrique en utilisant des modèles climatiques régionaux pour projeter les évolutions des températures, des précipitations et de l'évapotranspiration sur l'ensemble du bassin versant. Il s'agira pour cela de d'évaluer l'impact de ces changements sur la disponibilité de l'eau dans cet équilibre biodiversité/populations en ces milieux, la distribution des espèces et la productivité des écosystèmes en identifiant les seuils de tolérance des espèces et des écosystèmes face au stress hydrique et aux change-



Un potentiel fabuleux à valoriser...

ments de température. Il s'agira pour cela d'intégrer les connaissances écologiques et les savoirs locaux pour mener des études « ethno botaniques et ethno biologiques » pour documenter et conforter les connaissances traditionnelles des communautés locales sur l'utilisation des plantes, des animaux et la gestion des ressources naturelles. Il s'agira pour cela, en s'appuyant sur la jeunesse et la société civile, les NEET(s) de ces terroirs, d'impliquer activement les communautés locales dans la collecte de données et la validation des modèles afin d'identifier les pratiques traditionnelles et savoir-faire en gestion des terres qui favorisent la conservation de la biodiversité et la résilience des écosystèmes. Fort de ces constats nous nous efforçons de développer des scénarios prospectifs afin d'élaborer différentes thématiques d'évolution d'un biome TSGJB en tenant compte des changements climatiques, des politiques de développement, exploitations minières et en énergies renouvelables projetées, pour tenir compte des pratiques vernaculaires de gestion des terres. Il s'agira de nouveau pour cela afin de trouver les atouts partagés de développement territorial, d'évaluer les conséquences de chaque scénario sur la biodiversité, les services écosystémiques et la parfaite réceptivité et bien-être des communautés locales. Nous nous donnons pour objectifs ces actions en tant que stratégie d'adaptation et de conservation intégrée qui consiste :

- * d'aboutir à une compréhension approfondie de la biodiversité actuelle et de sa vulnérabilité face aux changements globaux.
- * d'aboutir à un modèle de biome dynamique et adaptatif qui intègre les impacts des changements climatiques et du stress hydrique.
- * d'aboutir à des scénarios prospectifs pouvant être compris et partagés pour anticiper les défis futurs et identifier les trajectoires de développement les plus durables.
- * d'aboutir à une stratégie de conservation et d'adaptation intégrée qui propose des mesures concrètes pour protéger la biodiversité, restaurer les écosystèmes dégradés et promouvoir des pratiques de gestion des terres durables.
- * d'aboutir à des outils de sensibilisation et de communication pour informer les communautés locales, les décideurs politiques et les acteurs économiques de l'importance de la biodiversité et de la nécessité d'agir. Pour rendre cela possible et adaptable à une stratégie définie de développement territorial ciblée, il va de soi que cela ne peut qu'exister que par la volonté de mise en œuvre d'une gouvernance adaptée par une approche multi-acteurs et participative ! Aussi définissons-nous, pour atteindre ces résultats d'adapter ces multi-acteurs du TSGJB aux défis futurs d'une éco-



Le Maigret du CANARD



nomie éco sociétale porteuse d’emplois durables, en définissant qu’un besoin de gouvernance forte et concertée est indispensable, en proposant ainsi de nous impliquer en tant qu’AMDGJB, comme véritable « Pôle de compétitivité territorial » !

AMDGJB se donne ainsi le rôle d’une coordination intersectorielle renforcée entre les ministères de l’environnement, de l’agriculture, de l’énergie, des mines et des collectivités territoriales, de l’Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et de l’Arganier (ANDZOA), afin de considérer un certain nombre de points :

-La mise en place de mécanismes de participation et de consultation pour assurer une appropriation locale des stratégies de conservation et de développement durable

-Le renforcement des capacités locales en matière de gestion de la biodiversité, d’adaptation aux changements climatiques et de développement de projets durables

-L’implication active des communautés locales dans la prise de décision et la gestion des ressources naturelles, en reconnaissant leurs droits et leurs savoirs traditionnels

-La mise en place de cadres réglementaires et d’incitations économiques qui favorisent la protection de la biodiversité et l’adoption de pratiques durables

-La promotion de la recherche scientifique et de l’innovation pour développer des solutions adaptées aux contextes locaux

-La mise en place de mécanismes de suivi et d’évaluation pour mesurer l’efficacité des actions entreprises et ajuster les stratégies si nécessaire.

Afin de rendre ces plans d’action réalisable en de véritables exemples de systèmes de partage des terres tenant compte des aspects culturels et vernaculaires, nous définissons comme utile et indispensable d’agir avec des acteurs choisis in situ, formés en tant que « médiateurs en développement territorial » permettant de régénérer plusieurs systèmes traditionnels de gestion des terres en s’inspirant des modèles adaptés au contexte actuel :

1/-L’Agdal : Système ancestral de gestion collective des ressources naturelles (pâturages, forêts) basé sur une mise en défens temporaire pour permettre la régénération. Ce système intègre des règles sociales et culturelles fortes et pourrait être adapté pour la protection des sols et de la biodiversité dans des zones spécifiques.

2/-Les systèmes de gestion communautaire des oasis : Traditionnellement, la gestion de l’eau des parcelles cultivables et des palmiers dattiers est souvent régie par des règles communautaires complexes qui tiennent compte des besoins de chacun et assurent une certaine équi-

té. Ces systèmes pourraient être revisités pour intégrer des objectifs de conservation des sols et de la biodiversité.

3/-Les pratiques d’agroforesterie traditionnelle : L’association d’arbres, de cultures et d’élevage est une pratique ancienne dans de nombreuses régions du Maroc. Elle contribue à la fertilité des sols, à la conservation de l’eau et à la diversification des revenus. La promotion et la modernisation de ces systèmes par la Perma Entreprise pourraient être une voie pour concilier les nouvelles productions agricoles que nous préconisons tout en considérant la protection de l’environnement.

4/-Les formes d’organisation collective pour la gestion des parcours : Dans les zones de pâturage, des formes traditionnelles d’organisation existent pour la gestion des transhumances et l’utilisation durable des ressources pastorales. Ces systèmes pourraient être renforcés et adaptés pour intégrer des objectifs de conservation des sols et de la biodiversité tenant compte des formes nouvelles d’élevage qui sont en train de se propager!

Par ailleurs et afin de consolider les objectifs de développements territoriaux ciblés que nous considérons afin de donner des objectifs Éco sociétaux durables au TSGJB, nous définissons comme essentiel de pouvoir intégrer ces aspects culturels et vernaculaires qui perdurent ?

Il nous paraît essentiel de souligner que la transition vers des économies basées sur l’exploitation minière et les énergies renouvelables doit impérativement intégrer des évaluations environnementales et sociales rigoureuses par des mesures d’atténuation et de compensation adéquates pour minimiser les impacts sur la biodiversité et les communautés locales. Un dialogue ouvert et inclusif entre les différents acteurs est indispensable pour concilier les objectifs de développement économique, de protection de l’environnement et de bien-être social à l’horizon 2035,

5/-En documentant, en valorisant, en définissant la conservation des savoirs locaux et les pratiques traditionnelles de gestion des terres, en impliquant les communautés locales dans la conception et la mise en œuvre de ces projets en développement durable préconisés.

6/-En reconnaissant et sécurisant les droits fonciers collectifs et les systèmes de gouvernance traditionnels, en adaptant les politiques publiques pour tenir compte de ces spécificités culturelles et de ces pratiques locales dominantes.

LAMDGJB préconise pour cela les plans d’action et une stratégie de développement territorial axés sur les productions agricoles liées au développement territorial d’une Cosmétique Verte Marocaine Vernaculaire ».

Avec pour première phase :

Établissement d’un inventaire ethnobotanique en valorisation des savoirs

locaux (sur 6-12 mois) en menant cette étude approfondie à l’échelle du TSGJB, en collaboration étroite avec les communautés locales, les anciens, les femmes détentrices de savoirs traditionnels : l’objectif étant d’identifier et de documenter les plantes aux propriétés cosmétiques avérées ou potentielles, leurs usages traditionnels, les méthodes de récolte et de transformation ancestrales pour mise en œuvre :

-d’une base de données exhaustive des ressources végétales à potentiel cosmétique,

-des savoirs associés à des pratiques traditionnelles,

-l’identification des espèces les plus prometteuses en termes d’efficacité, de durabilité et de potentiel de valorisation économique.

Avec pour deuxième phase :

Des recherches et développements appliqués (sur 12-24 mois) afin d’établir des partenariats avec des laboratoires de recherche appliquée en cosmétique, des universités et des centres techniques spécialisés, l’objectif étant d’analyser scientifiquement les propriétés des plantes identifiées et ainsi développer des formulations de cosmétiques verts innovantes et adaptées au marché et formulées sous une dénomination « d’Origine Géographique Marocaine Sud Maroc ». Pour cela il s’agit de privilégier des procédés d’extraction et de transformation respectueux de l’environnement et des savoirs traditionnels. Ayant pour objectif de prendre soin de développer des prototypes de produits cosmétiques verts (soins de la peau, des cheveux, etc.) validés scientifiquement et conformes aux normes de qualité et de sécurité internationales nous saurions identifier des filières de production durables répondant à des techniques d’adaptations des cultures au stress hydrique.

Avec pour troisième phase :

La structuration de filières de production durables (sur 18-36 mois)

-en organisant et formant les communautés locales (jeunes, femmes, agriculteurs) à la culture, à la récolte, à la transformation primaire et au conditionnement des plantes à usage cosmétique, en mettant l’accent sur les pratiques agroécologiques d’agroforesterie et de permaculture, des techniques d’économie d’eau,

-en créant des coopératives ou des groupements d’intérêts économiques (G I E) pour mutualiser les moyens,

-en assurant la qualité et en facilitant l’accès au marché.

Un soin tout particulier sera ainsi appliqué dans la mise en place de filières de productions durables, traçables et certifiées, garantissant le respect de la biodiversité et des écosystèmes oasiens par

la création des premiers emplois locaux dans la production et la transformation de matières premières.

Avec pour quatrième phase :

Le développement de marques et commercialisation (sur 24-48 mois) labellisées et certifiées « d’origine géographique TSGJB Sud Maroc ». Avec comme mission :

-d’accompagner la création de marques de cosmétiques verts valorisant l’origine géographique, les savoirs traditionnels et les ingrédients naturels du TSGJB,

-en développant des stratégies de marketing et de communication ciblées pour positionner ces produits sur les marchés nationaux comme internationaux de la cosmétique verte.

NB : Pour cela, devront être explorés toutes les formes de canaux de distribution adaptés (circuits courts, e-commerce, partenariats avec des acteurs de la cosmétique naturelle).

NB : Ces lancements de marques de cosmétiques verts identitaires devraient être développés de manière compétitive pour assurer des revenus pour les communautés locales et créations d’emplois durables dans l’ensemble des filières allant de la commercialisation, au marketing et à la logistique.

Avec pour cinquième phase :

Une attention particulière portée à la gouvernance et à la pérennisation des process ainsi développés en mettant en place une structure de gouvernance multi-acteurs (Professionnels du Cosmétiques, AMDGJB, communautés locales, entreprises, chercheurs, institutions publiques) pour assurer le suivi, l’évaluation et l’adaptation continue de la stratégie

- cela en développant des mécanismes de partages équitables des bénéfices et de réinvestissements dans la conservation de la biodiversité et la formation prioritairement des populations du TSGJB,

- en formulant la promotion d’une législation et des politiques publiques territoriales favorables aux développements de la « cosmétique verte vernaculaire ».

Ce projet doit permettre l’engagement à garantir la pérennisation d’un modèle de développement économique local, créateur d’emplois durables, respectueux de l’environnement et valorisant le patrimoine culturel en positionnant le TSGJB « le territoire comme un pôle d’excellence » en matière « de cosmétique verte marocaine et de la valorisation de la biodiversité aride ».

* Président de l’Association Marocaine de Développement du Géoparc Jbel Bani A Tata le 1er mai 2025



Le Maigret du CANARD



Urgence touristique à Ouarzazate

L'appel de la présidente du CPT

Iman Sabir a réclamé pour la ville des vols internationaux, des projets structurants et un accompagnement des investisseurs.

ZOUBIR BOUHOUTE

Dans le cadre de sa mission de dynamisation territoriale, le Conseil Provincial du Tourisme (CPT) de Ouarzazate a organisé, jeudi, une journée d'information stratégique consacrée à l'identification des leviers de promotion et de renforcement de l'attractivité touristique de la province.

Placé sous le thème évocateur « Co-construisons une vision commune pour Ouarzazate : faire émerger une destination attractive, compétitive et durable », cet événement d'envergure a rassemblé un large éventail d'acteurs clés – responsables institutionnels, opérateurs économiques, investisseurs, experts sectoriels – venus croiser leurs expertises au service d'une ambition partagée.



Zoubir BOUHOUTE *

À travers cette rencontre, le CPT de Ouarzazate entendait amorcer une réflexion collective autour des enjeux actuels du territoire, dans une optique de repositionnement stratégique sur l'échiquier touristique national et international. Il s'agissait d'un moment fort de dialogue, d'analyse et de prospective pour mettre en lumière les défis structurels et les perspectives de croissance durable pour la destination. Intervenant à cette, Abdellah Jahid, Gouverneur de la province de Ouarzazate, a rappelé avec conviction les richesses patrimoniales, les paysages d'exception et les opportunités socio-économiques dont regorge la région. Il a souligné que ces atouts naturels et culturels doivent impérativement être valorisés à travers une approche territoriale intégrée, fondée sur des partenariats solides et pé-

rennes. Dans le prolongement de cette vision, le Gouverneur a insisté sur la nécessité d'une évaluation rigoureuse de la situation actuelle du secteur, en identifiant avec lucidité les obstacles à surmonter, mais aussi les ressources à mobiliser. Il a appelé à la formulation de recommandations concrètes et opérationnelles en faveur d'un développement touristique à haute valeur ajoutée, porté par l'innovation, la durabilité et l'inclusivité. M. Jahid a également mis en exergue l'impératif d'adhérer pleinement à l'esprit des Hautes Orientations Royales, qui prônent une gouvernance ouverte et participative dans l'élaboration comme dans la mise en œuvre des politiques publiques. À ce titre, il a lancé un appel clair à la mobilisation de toutes les parties prenantes – institutions, collectivités, opérateurs privés, société civile – afin de construire ensemble un modèle touristique résilient, inclusif et structurant. « Plus que jamais, nous sommes appelés à mutualiser nos efforts et nos compétences pour ériger Ouarzazate en pôle touristique intégré, porteur de croissance et de rayonnement territorial », a-t-il conclu, soulignant l'urgence d'inscrire cette ambition dans une dynamique collective à la hauteur des attentes et du potentiel du territoire.

Pour sa part, la présidente du Conseil provincial de Ouarzazate, Iman Sabir, a souligné que la ville s'apprête à franchir un cap décisif dans son développement touristique, porté par la réouverture prochaine de plusieurs établissements hôteliers en cours de rénovation. Un signal fort pour l'économie locale, reflet d'une mobilisation conjointe des acteurs publics et privés, et d'une politique volontariste menée par le ministère du Tourisme. Mme Sabir a mis en lumière l'effet catalyseur des programmes nationaux tels que Cap Hospitality et Go Siyaha, qui accompagnent cette relance hôtelière. Ces dispositifs structurants traduisent une volonté partagée de revitaliser durablement l'offre touristique de la province, en s'appuyant sur la qualité, l'innovation et la coordination institutionnelle. Dans cet élan, le plan Rising Ouarzazate, récemment lancé par l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT), constitue une pièce maîtresse. Conçu spécifiquement pour la région, il vise à repositionner Ouarzazate comme une destination singulière, à la confluence



Le décollage de Ouarzazate dépend grandement de l'amélioration de sa connectivité aérienne.

du désert, du patrimoine cinématographique et de l'immersion culturelle.

Cette stratégie de relance intègre une valorisation de l'identité cinématographique de la ville, avec la production de contenus audiovisuels au Royaume-Uni, le sponsoring d'un film britannique dans des festivals majeurs, et des partenariats médiatiques avec des chaînes européennes telles que RAI 3 ou Sky TV. L'objectif : braquer les projecteurs sur la richesse culturelle et la gastronomie du sud marocain.

Le plan prévoit également l'accueil d'événements internationaux à fort potentiel d'attractivité, notamment le Desert Women's Summit, les congrès de la Confédération espagnole des agences de voyage (CEAV) et de l'IDEMICE, ainsi qu'une manifestation immersive labellisée Frameless. Autant d'initiatives conçues pour stimuler le rayonnement de la destination à l'échelle mondiale. En parallèle, le Conseil Provincial du Tourisme (CPT) de Ouarzazate a élaboré un plan d'action local, ancré dans la réalité du territoire. Ce programme, pensé de manière collaborative, s'aligne sur les aspirations des professionnels du secteur et se donne pour priorité le renforcement de l'attractivité à travers des actions concrètes et mesurables.

La relance de la destination ne saurait être complète sans une amélioration significative de la connectivité. L'annonce de l'ouverture d'une ligne directe entre Paris et Ouarzazate dès octobre est une avancée majeure. Mais pour répondre

pleinement aux ambitions de la région, un réseau plus dense est nécessaire, reliant la ville à plusieurs capitales européennes ainsi qu'aux grands hubs nationaux.

La connexion terrestre reste, elle aussi, un enjeu de premier plan. Mme Sabir a rappelé l'urgence de relancer le projet du tunnel de Tichka, devenu un impératif stratégique. L'isolement que génère l'actuelle route, souvent impraticable, freine les flux touristiques et limite les perspectives économiques. Des infrastructures modernes sont indispensables pour soutenir un tourisme durable.

La présidente a également insisté sur la mobilisation des investisseurs, soulignant que si les hôtels sont prêts, les professionnels engagés, et les stratégies en place, la concrétisation de cette dynamique nécessite désormais des appuis financiers solides. Elle a lancé un appel clair à l'État, aux banques et aux institutions : miser sur Ouarzazate, c'est miser sur l'emploi et la stabilité.

Enfin, Mme Sabir a salué le rôle stratégique de l'ONMT et réaffirmé la volonté du CPT de s'aligner sur les efforts nationaux à travers des actions de promotion ciblées, des voyages de presse, des formations et des workshops. Seule une synergie entre les plans locaux et nationaux permettra à Ouarzazate de renouer avec son potentiel et de s'imposer comme une destination phare du Maroc de demain. ▀

* Consultant en tourisme

Le Maigret du CANARD



Al Omrane Expo

Des chiffres et des défis

Le salon Al Omrane Expo rassemble une grande diversité d'acteurs, des institutions publiques aux promoteurs privés, en passant par les investisseurs et les acheteurs potentiels.

Le 29 mai 2025 à Casablanca, la 8^e édition d'Al Omrane Expo a permis de faire un bilan d'étape sur un dossier devenu prioritaire au Maroc: l'accès au logement. Sous la bannière « Daam Sakane : une initiative solidaire pour des logements accessibles à tous », le salon se veut le reflet d'une politique nationale lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI le 17 octobre 2023, visant à répondre à une demande croissante. Depuis son lancement, plus de 136.000 demandes ont été enregistrées dans le cadre de ce programme. Ce chiffre, aussi impressionnant soit-il, illustre avant tout une pression intense sur un secteur où l'offre peine encore à répondre aux besoins réels. Cette tension se traduit notamment par une hausse de 82 % de la consommation nationale de ciment, qui témoigne d'une dynamique sans précédent du secteur de la construction. Le salon Al Omrane Expo rassemble une grande diversité d'acteurs, des institutions publiques aux promoteurs privés, en passant par les investisseurs et les acheteurs potentiels. Près de 50.000 bénéficiaires ont été identifiés à ce jour, avec une composition sociale signifi-

cative : plus de 25% sont des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE), près de la moitié sont des femmes, et un tiers des jeunes de moins de 35 ans. Ce tableau illustre la volonté affichée de favoriser la mixité sociale et d'assurer une répartition équitable des logements. Toutefois, l'effort se concentre largement sur l'axe Casablanca-Rabat-Fès, un corridor urbain et économique majeur. Cette concentration soulève des interrogations quant à l'équilibre territorial, puisque les zones rurales, côtières et montagneuses restent relativement sous-dotées, posant un défi de cohésion nationale. Concrètement, Al Omrane a mobilisé 76.000 parcelles, avec 26 000 logements livrés à ce jour, et vise la réalisation de 120 000 logements dans les années à venir. L'objectif s'inscrit dans une logique quantitative forte, mais aussi qualitative, notamment à travers le soutien aux petites et moyennes entreprises immobilières, qui représentent un maillon non négligeable dans la dynamique locale et la création d'emploi. Le volet qualité et durabilité est présenté comme central dans les projets d'Al Omrane, sans pour autant que cela soit systématiquement accompagné de garanties claires pour le consommateur. Interrogé par Le Canard Libéré, le secrétaire général du ministère de l'Habitat a précisé que les prix des constructions — qu'elles soient en dessous de 300.000 dirhams ou dans la fourchette de 300.000 à 700.000 dirhams — ne déterminent pas la qualité. Selon lui, les logements sont réalisés conformément aux règles et aux normes en vigueur. Le dispositif ANSEC (Accès National à un Logement Social Économique et Confortable), qui sous-tend une partie du programme, laisse une large place au marché libre. Cela signifie que la classe



Al Omrane au cœur de la politique d'accès au logement.

moyenne a un choix relatif entre des logements standards ou des logements moins énergivores, souvent plus onéreux. La concurrence est censée garantir un meilleur prix, mais les mécanismes de régulation et de contrôle restent peu transparents et parfois insuffisants. Dans le même temps, un autre projet, élaboré en partenariat avec les promoteurs immobiliers, l'Agence Marocaine d'Efficacité Énergétique (AMEE) et l'association Green Building vise à renforcer l'intégration des normes environnementales. Ce dispositif prévoit des mesures d'appui multiples, incluant des facilités de financement avec des taux d'intérêt préférentiels et des incitations fiscales, mobilisant à la fois le ministère de l'Aménagement du Territoire, celui de l'Environnement et le secteur bancaire. Ces mesures témoignent d'une volonté politique d'orienter la production immobilière vers des standards de basse consommation énergétique. Néanmoins, l'impact réel de ces incitations dépendra de leur application rigoureuse et de la capacité des acteurs à les généraliser sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, la digitalisation du programme, notamment via la réduction des frais notariaux et la suppression de l'intervention humaine dans certaines étapes administratives, est présentée comme un facteur clé côté diligence et transparence. Ce système doit théoriquement limiter les risques de corruption et accélérer le déblocage des fonds. Cependant, la complexité administrative et les difficultés persistantes d'accès au financement pour les ménages modestes restent des freins importants. La coordination entre les différentes parties prenantes, tant publiques que privées, apparaît encore perfectible, ce qui peut ralentir la cadence des réalisations et

affecter la qualité globale du service rendu. Au terme de cette 8^e édition, les chiffres témoignent d'un déploiement progressif du programme. Sur les 120.000 logements prévus à moyen terme, environ 26.000 ont été livrés, représentant un peu plus d'un cinquième de l'objectif fixé. Si la dynamique est engagée, le rythme de réalisation reflète la complexité d'un chantier d'une telle ampleur. Par ailleurs, la répartition géographique des opérations reste concentrée sur les grands pôles urbains, avec environ 15 % des projets situés dans les zones périphériques et rurales, qui, bien qu'abritant près de 40% de la population, continuent de faire face à des défis spécifiques en matière d'accès au logement. Sur le plan environnemental, les projets labellisés basse consommation énergétique représentent moins de 10 % du total des constructions, malgré les facilités de financement et les incitations fiscales mises en place. Cette proportion révèle l'écart entre les ambitions affichées et la réalité du terrain, où la généralisation des pratiques durables reste encore embryonnaire. Enfin, les mécanismes administratifs et financiers, bien que digitalisés, souffrent de lenteurs et d'un accès limité aux crédits pour une large partie des ménages cibles. Pour sa part, le taux d'octroi de prêts immobiliers aux ménages modestes stagne autour de 22 %, freinant ainsi la capacité d'acquisition effective. Ces chiffres traduisent une série de contraintes structurelles qui tempèrent les promesses. Le succès futur de ce programme dépendra d'une meilleure articulation entre planification, régulation et contrôle effectif, ainsi que d'une mobilisation accrue des ressources financières et techniques. ■





Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**
.....

Le secteur informel, « enfant illégitime » d'un capitalisme de connivence

Les résultats de l'enquête 2023/24, relative au secteur informel, viennent d'être publiés par le Haut-Commissariat au Plan. Cette enquête, comme les précédentes (1999, 2007, 2014) couvre l'ensemble du territoire national, en milieu urbain et rural, et prend en compte toutes les formes d'unités informelles : celles installées dans un local fixe, celles exerçant à domicile et celles en situation mobile ou sans local. Toutefois, elle exclut certaines catégories, notamment les unités agricoles, la production pour usage propre, et le personnel domestique employé par les ménages à titre privé. Elle a couvert, un échantillon de 12391 unités de production sur l'ensemble du territoire national et sur une période de 12 mois pour tenir compte de la saisonnalité de leurs activités. Quel est le poids économique et social de ce secteur ? Comment il fonctionne et quelles sont ses dynamiques internes et externes ? Autant de questions qui se posent à la lecture du rapport du HCP. Avant d'apporter des éléments de réponse, rappelons brièvement quelques données chiffrées relatives à ce secteur.

Des unités de production sans localisation

Le secteur compte environ 2,03 millions d'unités de production informelles (UPI) en 2023, soit une augmentation de plus de 353 000 unités par rapport à 2014. Cette croissance est principalement urbaine avec 77,3% des UPI localisées en milieu urbain, et une forte concentration dans la région de Casablanca Settat (22,7%). Le commerce constitue la principale activité, avec 47% des UPI, bien que sa part ait diminué au profit d'une progression des services (28,3%) et du BTP (11,6%). Les UPI sont majoritairement de très petite taille, 85,5% sont constituées d'une seule personne. Plus de la moitié des UPI (55,3%) n'ont pas de local professionnel fixe, et une proportion de 4,6% exerce à domicile. Ces taux varient nécessairement selon le secteur d'activité.

Un tiers des travailleurs exercent dans l'informel

En 2023, l'emploi dans le secteur informel représente 33,1% de l'emploi non agricole en baisse de 3,2 points par rapport à 2014. Cette diminution est enregistrée dans les secteurs de l'industrie et des services (de 37,2% à 29,3% et de 21,5% à 20,6% respectivement) accompagnée d'une hausse

dans le commerce et le BTP (de 68,5% à 69,8% et de 21,4% à 25,3% respectivement). En volume, l'emploi du secteur informel est passé de 2,37 à 2,53 millions entre 2014 et 2023, soit 157 000 emplois créés. Le commerce concentre 44,1% de l'emploi du secteur informel, suivi des services (28,7%), de l'industrie (15%) et du BTP (12,2%). L'emploi du secteur informel est majoritairement urbain (77,6%), et la région de Casablanca-Settat en regroupe 23,2%, suivie de Marrakech-Safi (14%) et de Rabat-Salé-Kénitra (12,9%). Le salariat ne représente que 10,4% de l'ensemble de l'emploi du secteur informel. Plus de 77% des salariés ont été recrutés via l'entourage familial ou les amis et 60% ne disposent d'aucun contrat.

L'informel produit 11% de la richesse nationale...

Entre 2014 et 2023, le chiffre d'affaires annuel du secteur informel est passé de 409,4 à 526,9 milliards de dirhams, soit une progression de 28,7%. Cette hausse reste modérée avec un taux de croissance annuel moyen de 2,6%. La production informelle a également progressé, atteignant 226,3 milliards de dirhams en 2023, soit une augmentation globale de 22,3%. Malgré cette augmentation en valeur absolue, la part du secteur informel dans la production nationale hors agriculture et administration publique est passée de 15% en 2014 à 10,9% en 2023. Le commerce demeure le secteur prin-

cipal dans la structure de la production du secteur informel, bien que sa part ait légèrement diminué, passant de 34,7% en 2014 à 30% en 2023. En revanche, les services affichent une progression significative, atteignant 24% en 2023 contre 18,6% en 2014. Le secteur du BTP se maintient de manière stable autour de 18,4%, contre 18,1% en 2014. Par ailleurs, la part de l'industrie dans la production du secteur informel a légèrement reculé, passant de 28,6% à 27,7%. Le secteur informel a généré 138,97 milliards de dirhams de valeur ajoutée en 2023, en hausse par rapport à 2014 (103,34 milliards de dirhams), avec un taux de croissance annuel moyen de 3,06%. Sa contribution à la valeur ajoutée nationale hors agriculture et administration publique est passée de 16,6% en 2014 à 13,6% en 2023. Le commerce reste le principal secteur contributeur (38,9% contre 43,1%), en recul, au profit des services (25,6% contre 19,9%) et du BTP (14,8% contre 14,3%). L'industrie, quant à elle, voit sa part diminuer de 22,8% à 20,8%. Le secteur informel se développe à l'ombre du secteur formel. Autrement dit, c'est le secteur formel qui génère l'informel d'une façon directe et indirecte. On le voit bien dans les cas de Casablanca, métropole économique du pays. C'est dans cette ville qu'on trouve en même temps près d'un quart des unités informelles, soit 460 000 ! Cette concentration s'explique pour deux raisons essentielles : d'abord, la ville de par sa dynamique offre des opportunités pour ce genre d'activités parallèles informelles comme on

le constate également dans d'autres grandes villes comme Tanger, Marrakech, Salé... qui suivent les traces de Casablanca ; la deuxième raison tient au fait que le développement du pays est plus excluant qu'inclusif. Les exclus n'ont d'autre choix que de se réfugier dans l'informel et les activités de survie. Cette dynamique externe s'accompagne d'une dynamique interne au secteur informel. Une bonne partie des salariés de ce secteur, privés des droits sociaux et d'un salaire décent, se transforment en « chefs d'entreprise » en créant leur propre unité. Il suffit, pour ce faire, de disposer d'un téléphone portable. Pas besoin d'un local, ni d'une autorisation d'exercer, ni de paperasse administrative pour obtenir un crédit bancaire ! Le fait que 85,5 % des unités sont constituées d'une seule personne est significatif à cet égard. A noter également, pour monter ce lien entre dynamique interne et externe, que 57% des approvisionnements du secteur informel proviennent du secteur informel lui-même, contre 70,9% en 2014. Parallèlement, le recours au secteur formel a fortement augmenté (33,7% en 2023 contre 18,2% en 2014). En aval, la majorité de la production informelle (79,5%) est destinée à la consommation des ménages, en hausse par rapport à 2014 (77,8%). Les ventes au secteur formel, bien que modestes, ont progressé (2,4% en 2023 contre 0,5% en 2014), tandis que les ventes destinées au secteur informel diminuent à 17,7% contre 21,3%.

L'intégration de l'informel, un vœu pieux

C'est pour toutes ces considérations que nous sommes en mesure d'affirmer que la politique visant l'intégration du secteur informel a connu un échec patent. On espérait que la généralisation de la couverture sociale pourrait constituer un levier de cette intégration, tel n'est pas le cas malheureusement. La réalité est têtue. Et la nature a horreur du vide. Le capitalisme dominant n'est pas en mesure d'assurer cette intégration. Au contraire, il œuvre au renforcement de l'informel. Par conséquent, vouloir agir sur le secteur informel pour l'intégrer dans le système dominant sans modifier ce dernier est une perte de temps et de moyens. A défaut de ces réformes structurelles touchant les bases de ce capitalisme périphérique de connivence, on continuera à faire les yeux doux à l'informel considéré comme soupape de sécurité et levier de stabilité sociale. ■



Le Maigret du CANARD



Déploiement de la 5G Un grand serviteur de la monarchie s'en va



Feud Abdelhak El Mrini.

C'est une figure centrale du protocole royal dont il était longtemps directeur qui est décédé lundi 2 juin 2025, à l'âge de 91 ans. Porte-parole officiel du Palais royal depuis 2012 et Historiographe du Royaume, Abdelhak El Mrini a consacré une bonne partie de sa vie au service de la monarchie dont il était un fidèle et loyal serviteur. Avec la disparition de feu Abdelhak El Mrini ce n'est pas pas seulement une voix discrète et mesurée qui s'est éteinte, c'est aussi une belle plume que le Maroc perd. Ce fut, paix à son âme, un homme de culture et de savoir, humble et discret jusque dans son érudition dont il ne faisait pas étalage. Après avoir mémorisé le Coran dès son jeune âge, il poursuit ses études au lycée Moulay Youssef,

avant d'entamer un brillant parcours universitaire. Diplômé de l'Institut des hautes études marocaines en 1960, titulaire d'une une licence en lettres à Rabat (1962) et d'un diplôme d'études supérieures en 1966 à l'Université de Strasbourg où il soutiendra sa première thèse de doctorat (1973), avant de décrocher un doctorat d'État à l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès en 1989. Natif de Rabat 31 mai 1934, feu El Mrini était aussi un témoin privilégié de l'histoire du Maroc dont il a vécu et accompagné les étapes majeures. Feu El Mrini démarre sa carrière dans l'enseignement comme professeur d'arabe et d'éducation civique. Il sera promu ensuite chef de cabinet adjoint au ministère de la Formation des cadres techniques, puis intégré à la Direction du protocole et de la chancellerie relevant du ministère de la Maison royale, du Protocole et de la Chancellerie dès 1965. De nouvelles promotions l'attendent : conseiller au ministère de la Maison royale, directeur du protocole et de la chancellerie en 1998, et enfin porte-parole du Palais royal en 2012 jusqu'à son décès. Au-delà de ses responsabilités institutionnelles, Abdelhak El Mrini laisse derrière lui une œuvre intellectuelle remarquable consacrée à l'histoire militaire, littéraire et monarchique du Maroc. Parmi ses publications figurent des ouvrages de référence tels que L'armée marocaine à travers l'Histoire (1968), Introduction à l'histoire du Maroc moderne (1996), ainsi que des hommages appuyés aux souverains

marocains, à travers Mohammed V : Études et Témoignages et Hassan II : L'homme et le Roi. Les observateurs ont salué de manière unanime un parcours à la croisée de la rigueur académique et du service de l'État et un exemple d'érudition et de loyauté institutionnelle.■



تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI



Institutional Partners



Official Sponsor



Rabat - Morocco
87th AIPS CONGRESS
May 12-17, 2025

Media Partners





Bec et ONGLES



Hicham Ait Manna, président du WAC

Je suis comme un joueur de casino

Une équipe du Canard a rencontré le président du WAC Hicham Ait Manna.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Qui est à l'origine de la rumeur qui a circulé récemment selon laquelle Cristiano Ronaldo rejoindrait le WC de Casablanca ?

Moi, voyons ! En fait, Ronaldo au WAC ressemble à un canular. Mais c'est un rêve que je nourris depuis quelque temps. Faire venir Ronaldo dans notre équipe, ça c'est du grand jeu élaboré par ceux qui me considèrent comme un petit joueur.

Mais entre le rêve et la réalité, il y a tout un monde...

Les rêves les plus fous finissent pas se réaliser. Et puis, rien, à l'inverse de la réalité, n'est inter-

dit dans le rêve. L'essentiel c'est de rêver en couleur en versant dans les effets d'annonce qui ont l'avantage de faire parler de moi.

Mais que peut apporter au WAC un Ronaldo âgé de 40 ans et dont l'étoile a bel et bien pâli ?

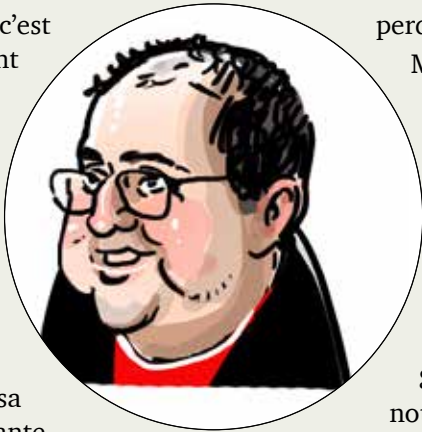
Le prestige, mon vieux ! Juste sa présence est largement suffisante. On ne lui demande pas de bien jouer, de marquer des buts ou de nous aider à remporter la ligue des champions. Ronaldo au Wac c'est un immense événement qui enrichira l'histoire du club qui s'est appauvrie depuis que j'en ai pris les rênes.

Mais encore ?

Moi président, j'avais promis aux wydadis en juin 2024 de faire du WAC un club de classe mondiale et compétitif sur toutes les scènes, nationale, continentale et même internationale. Mais...

Mais quoi ?

Je crains sincèrement que le WAC ne



perde sa classe avec ma chefferie. Mes choix sont onéreux mais un peu malheureux comme celui de l'entraîneur sud-africain Rulani Mukwena qui nous a coûté les yeux de la tête tout comme celui de nouvelles recrues étrangères à coup de millions lourds. J'ai mobilisé beaucoup d'argent sans grand résultat finalement puisque nous n'avons pas gagné ni la Botola ni la ligue des champions africaine.

En attendant que votre fantasme se concrétise, avez-vous d'autres projets ?

Un match amical entre le WAC et le FC Barcelone. Un autre effet d'annonce que je considère comme un coup d'éclat. Je suis un joueur dans le sens flambeur, un joueur de casino qui aime dépenser de façon ostentatoire en prenant des risques.

Si votre rêve est de ramener Ronaldo au WAC, quel est votre cauchemar ?

Que le Wydad ne bascule en seconde division comme le Chabab de Mohammedia que j'ai eu le privilège de diriger. ▀



Le président américain rompt avec le patron de Tesla

Les" Musk" sont tombés...

Elon Musk a annoncé récemment quitter son poste de conseiller à l'austérité budgétaire. Au cours des quatre derniers mois, il a procédé à des coupes massives dans l'aide publique internationale, des fermetures d'agences fédérales et le licenciement de 260 000 fonctionnaires fédéraux. C'est le bilan très controversé du patron de Tesla comme patron du DOGE, le ministère de l'Efficacité gouvernementale. Elon Musk a toutefois déclaré qu'il continuerait à être « un ami et un conseiller ». Il n'a pas précisé ce que cela impliquerait. Ce qui ne l'a pas empêché de critiquer vertement la loi budgétaire, en cours d'examen au Congrès, proposée par le président républicain. Un projet qu'il a qualifié le 3 juin sur son compte X d'« abomination répugnante », signe qui révèle au grand jour des tensions entre les deux hommes qui avaient donné l'impression d'être sur la même longueur dans la



Entre Trump et Musk, rien ne va plus...

sale boulot avant de le virer ? A bas les "Musk"! ▀

foulée de l'investiture de Donald Trump. Selon des analyses indépendantes, les mesures proposées, notamment l'extension des crédits d'impôt colossaux du premier mandat du milliardaire républicain, qui arrivent à expiration à la fin de l'année, pourrait accroître le déficit de l'Etat fédéral de 2 000 milliards à 4 000 milliards de dollars sur la prochaine décennie. Le rôle juge néfaste de Musk dans l'administration américaine à travers la mission qui lui a été confiée par le président a fait l'objet de plusieurs actions en justice. Il apparaît après coup que Elon Musk a été instrumentalisé par le locataire de la Maison blanche dans sa croisade idéologique contre l'Etat fédéral et ses agences... Trump a-t-il manipulé Musk en lui faisant faire le



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



Le MIGRATEUR



Sionisme barbare à Gaza

L'Espagne conscience du monde

C'est le seul pays qui ne paie pas les Gazaouis de mots. Madrid multiplie les sanctions contre les criminels de Tel Aviv de manière qui force le respect.

LAILA LAMRANI

L'Espagne est l'un des rares pays de la planète à ne pas se contenter de rhétorique pour dénoncer le génocide sioniste contre la population gazaouie. Madrid joint l'acte à la parole. Dernière décision en date est venue de la capitale catalane, Barcelone, qui a annoncé, en guise de protestation contre les crimes barbares commis par le colonisateur contre les civils palestiniens, la rupture de ses relations avec Israël et la suspension de son jumelage signé en 1998 et la fermeture définitive de son bureau économique à Tel Aviv. Magnifique Espagne, admirable pays qui ne Dans la même veine, le ministère espagnol de la Défense a ordonné mardi 3 juin 2025 la suspension d'une licence de fabrication de missiles israéliens, qui correspond à un contrat de 285 millions d'euros portant sur la livraison de

168 systèmes antichars Spike LR2 destinés à l'armée de terre et au corps des marines espagnols. La décision, confirmée par des sources du ministère à l'agence de presse espagnole EFE, s'inscrit dans la volonté de Madrid de « réduire à zéro » sa dépendance technologique vis-à-vis d'Israël. Le cabinet de la ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles, a également annulé le contrat initialement attribué en octobre 2023 à Pap Tecnos, filiale espagnole du groupe israélien Rafael systèmes de défense avancée. L'achat comprenait 168 unités de lancement, 1 680 missiles Spike LR2 et un soutien logistique complet. Le dispositif alternatif envisagé est le missile américain FGM-148F Javelin, conçu par Raytheon et Lockheed Martin. Cette mesure courageuse intervient six semaines après que le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez a demandé au ministère de l'Intérieur de résilier un autre contrat relatif à l'achat de 15 millions de balles fabriquées en Palestine occupée et martyrisée. Le dimanche 25 mai 2025, Madrid a accueilli une



Le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez au palais de la Moncloa, à Madrid, en Espagne, le 19 septembre 2024.

vingtaine de pays européens et arabes (un groupe connu sous le nom de G5+). Un seul point à l'ordre du jour : amener les pays participants à faire pression sur le colonisateur sioniste pour qu'il mette à son entreprise génocidaire et de nettoyage ethnique à Gaza tout en levant le blocus sur l'entrée de l'aide humanitaire. "Le seul intérêt de tous ceux qui sont réunis ici aujourd'hui est d'arrêter cette guerre injuste, cruelle et inhumaine d'Israël à Gaza, de briser le blocus de l'aide humanitaire et d'avancer définitivement vers une solution à deux États", a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, avant la réunion de G5+ qui précède une conférence de haut niveau des Nations unies sur la solution des deux États, que la France et l'Arabie saoudite accueilleront au siège de l'ONU à New York à la mi-juin. Ce dernier a qualifié Gaza de "plaie ouverte de l'humanité", qui fait des victimes chaque jour, et

a averti que le silence était "complice de ce massacre". Le ministre a également plaidé en faveur de la suspension de l'accord UE-Israël si Israël ne met pas fin à ses massacres d'enfants et de femmes de Gaza tout en affamant, du fait du blocage des convois humanitaires, une population sans défense soumise aux pires traitements. Comment la communauté internationale peut-elle accepter une telle barbarie sans mettre véritablement pression sur cette entité criminelle ? Pour moins que ça, la Russie de Poutine s'est vu imposer par l'Occident une batterie de sanctions pour avoir envahi l'Ukraine. Mais aucune déclaration commune n'a sanctionné le conclave de Madrid, ce qui en dit long sur les divergences qui surgissent dès qu'il s'agit de dépasser le stade des déclarations pour imposer des sanctions aux barbares de Tel Aviv . Dans une Union européenne embarrassée et un monde arabe résigné, l'Espagne se pose véritablement en conscience du monde face aux crimes abominables de l'entité sioniste. N'est pas l'Espagne qui veut! ▀

PAR DÉCRET ROYAL LE SACRIFICE DU MOUTON EST INTERDIT



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naïb

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés

Compres- sibilité	Commune de Dordogne	Centre	Eglise orientale chrétienne	Commune des Hautes Pyrénées
Scènes religieuses	Réseaux	Maladies	Commune de l'Aisne	Si grand
Fuites				
Cuire				
			Abîmé	
			Orient	
Métal alcalin		Présente		Coupe
Note		Tissu léger		
	Confec- tionnées			Souhai- tées
	Mûrina			
Commune de la Manche			Démon- traif	
Force			Au Moyen- Orient	
		Capucins		
		Commune du Nord		
Théo- logien			Genre musical	
Rongées				
			Club de football	Troublé
Règle		Mépriser		
Prénom		Métal mélécable		
			Répa	
Tachés			Obtins	

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									

- Horizontalement :
1 : Nom du personnage incarné par De funès
2 : Instrument de musique - Période
3 : Prénom d'un des acteurs principaux
4 : Risque - Unité de mesure - Conjonction de subordination
5 : Note - Ecrivain - Métal mou
6 : Acteur du film
7 : Autre acteur du film
8 : Gaz
9 : Communauté de pays -
- Verticalement :
1 : Titre du film
2 : Champion - Réfléchi - Choisi à nouveau
3 : Gémissement - Son - Préposition
4 : Réaction chimique - Animal - Gaz
5 : Nom donné au diamant dans le film
6 : Rivière française
7 : Créés - Par opposition à
8 : Capucin
9 : Type de la Cadillac du film

Mots Mêlés

R	O	U	G	E	T	E	L	O	I	V	E
R	G	U	E	R	E	V	U	A	M	M	D
S	I	B	U	R	I	R	O	S	E	A	N
E	D	L	S	T	E	S	E	R	Q	R	A
R	N	E	O	G	A	L	A	B	I	R	V
P	I	U	N	L	L	U	E	R	C	O	A
R	T	A	I	I	D	M	C	U	U	N	L
U	R	L	A	E	R	I	E	N	U	A	J
O	E	P	R	A	E	N	O	R	T	I	C
P	V	O	P	L	A	I	H	C	S	U	F

EMERAUDE
POURPRE
LAVANDE
FUSCHIA
ORANGE
INDIGO
MARRON
PAILLE
VIOLET
CITRON
ROUGE
LILAS
RUBIS
MAUVE
PARME
JAUNE
GRIS

OCRE
BLEU
ROSE
BRUN
VERT
CIEL
OR

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

2			3		6			
6		5	9			4		8
						5		2
4		9		6	3			
			8			7		1
		1		4			9	
1		6	2	7				
	2					8		4
		4		1	8			7

A méditer

« Être furieux, c'est être vaillant par excès de peur. »

William Shakespeare,
Antoine et Cléopâtre.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

5	9	7	6	3	1	2	4	8
3	1	6	2	8	4	5	9	7
4	2	8	9	7	5	6	1	3
2	6	5	8	1	7	4	3	9
9	4	1	3	2	6	7	8	5
8	7	3	4	5	9	1	2	6
1	8	2	7	6	3	9	5	4
7	5	9	1	4	8	3	6	2
6	3	4	5	9	2	8	7	1

Mots fléchés

S	I	M	I	L	A	I	R	E	S
S	A	G	A	S	T	E	T	E	
E	P	I	N	C	E	T	T	E	S
E	R	O	S	T	I	O	S		
B	R	I	N	T	R	I		I	
S	E	S	I	A	S	E	N		
S	E	S	O	R	N	E	N	T	
R	D	T	E	S	T	E			
P	I	C	O	T	I	N	I	N	
O	U	T	U	N	I	T	E	S	
U	N	I	S	E	E	R	E		
S	T	R	E	S	S	E	E	S	

Mots croisés

1	M	A	L	S	E	A	N	C	E	S
2	E	M	I	E	R	A	I	E	N	T
3	L	A	T	T	E	S		S	A	
4	A	R	E	S		E	S	S	O	R
5	N	I	E		A	N	I	L	L	
6	I	N		A	V		D	O	M	E
7	S	E	N	I	O	R		N	I	T
8	M	O	S	I	E	R		T		
9	E	A	U		N	A	I	S	S	E
10	S	I	E	G	E		O	U	R	S

Mots mêlés « Lieux »

Solution : Localité.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Faux billet, merde !

La ville de Châlons-en-Champagne lance (département de la Marne, France) des faux billets de banque pour alerter sur le non-ramassage des crottes de chien. L'opération a permis de voir certains propriétaires de chiens se baisser pour ramasser... un faux billet de dix euros avec un message de sensibilisation. « Si vous êtes capable de vous baisser pour ramasser ce (faux) billet, alors vous l'êtes aussi pour ramasser les crottes de votre chien. » « Qui n'a jamais mis un pied dedans ? Une crotte de chien sous son pied, ce n'est jamais agréable. De nombreuses villes luttent pour que les propriétaires ramassent les déjections canines. Comme Strasbourg avec ses panneaux aux slogans « Et ici ? c'est qui qui ramasse la crotte à Kiki ? » Faux billet, merde ! ●

Des chameaux botoxés hors-jeu !

Un concours de beauté pour chameaux, en Arabie saoudite, a été récemment au centre de la polémique. « Quarante-trois chameaux ont été disqualifiés pour tricherie », a rapporté jeudi 9 décembre l'agence de presse saoudienne SPA. Ces camélidés avaient subi des injections... de Botox. Avec des prix allant jusqu'à 66 millions de dollars (58,5 millions d'euros), le festival du roi Abdelaziz, rendez-vous annuel ancré dans la tradition bédouine, accueille des éleveurs venant de tout le Golfe. La forme et la taille des lèvres, du cou et de la bosse sont les principaux critères de beauté pour départager les chameaux lors de l'événement, qui se tient jusqu'à la mi-janvier dans un désert au nord-est de Riyad. Mais des dizaines de chameaux ont donc été éliminés après avoir reçu des injections de Botox. La tricherie a été détectée à la suite de l'examen physique et médical des chameaux, notamment lors de leur passage aux rayons X. ●

Un passager culotté

Un passager a été expulsé d'un avion pour avoir porté un string en guise de masque ! Le passager culotté d'un vol United Airlines qui portait un string rouge sur le visage en guise de masque a été contraint de débarquer avant le décollage à l'aéroport de Fort Lauderdale, en Floride (Etats-Unis), mercredi 15 décembre. Une vidéo de l'incident montre l'équipage l'informer qu'il ne pourra pas rester à bord de l'appareil s'il conserve son string sur le visage. Après discussion, l'homme finit par quitter son siège, résigné. L'homme de 38 ans a expliqué le lendemain à la chaîne locale NBC2 avoir voulu démontrer l'« absurdité » de la règle obligeant à porter un masque pour se protéger contre le Covid-19 à bord des avions tout en autorisant les passagers à les retirer pour boire et manger. Il n'a pas tort. Surtout que l'on baisse aussi son string pour faire pipi ou...●



Rigolard



*Sont fous ces Irlandais !

Seamus O Brian a été élu « Irlandais le plus intelligent » pour la 3e année consécutive. Il a même participé à des émissions TV tant sa culture est grande. On lui suggère alors de participer au show de « Questions pour un Champion » de la BBC. Seamus participe aux sélections, et il est retenu pour participer au jeu. Pendant la compétition, on lui demande de choisir un sujet entre « Histoire de l'Irlande », « Géographie du Zimbabwe » et « Littérature allemande ». Naturellement, Seamus étant irlandais, il choisit le premier sujet. Le présentateur lui demande alors :
- Seamus, en quelle année a eu lieu la « Révolte de Pâques » ? Seamus répond :
- Je passe...
- Qui étaient les leaders de la Révolte de Pâques ? Seamus répond : « Je passe... »
- Combien de temps a duré la Révolte de Pâques ? Seamus répond :
- Je passe...
Tout le monde est effondré, même le présentateur, qu'un irlandais ne sache rien à propos de cette page incontournable de l'histoire irlandaise ! Alors, du public on entend une voix qui dit : « T'AS RAISON, SEAMUS, NE DIS RIEN À CES DAMNÉS ANGLAIS ! »

***L'enfer du décor**
Sur un banc à Moscou, un vieux est assis et lit. Un milicien passe par là et lui dit :
- Eh toi ! Qu'est-ce que tu lis ?
- Eh bien tu vois, c'est un livre pour apprendre l'hébreu.
- Mais à quoi ça te sert d'apprendre l'hébreu ? Tu connais quelqu'un qui parle hébreu par ici ?
- Non, mais peut-être un jour j'aurai mon

visa pour émigrer en Israël, et alors je pourrai parler hébreu. - Mais tu rêves ! Jamais on ne te le donnera, ton visa ! Tu vas rester ici avec nous !
- Bon, alors quand je mourrai, peut-être au paradis je rencontrerai quelqu'un qui parlera hébreu.
- Et si tu vas en enfer, alors ?
- Pas de problème, le russe, je le parle déjà.

*Peine perdue

C'est l'histoire d'un pauvre russe qui arrive au goulag. Le gardien l'accueille avec un sourire de postière...
- Camarade, tu n'es pas ici à la fête. D'après ton dossier, tu es ici pour 50 ans, quelle en est la raison ?
- Ben, camarade gardien, j'ai dit que Staline était un crétin
- Et cela vaut 50 ans ?
- Ben 10 ans pour insulte envers le Kremlin, 10 ans pour insulte envers la mère patrie, 15 ans pour insulte envers Staline, et 15 ans pour avoir divulgué un secret d'État.

BC'est un soviétique qui a économisé rouble par rouble année après année. Un beau jour, ça y est : Il a assez économisé pour s'acheter une voiture ! Le voilà qui va au magasin d'État et qui demande pour une Lada. Là on lui répond que la Lada lui sera livrée dans 10 ans. Alors le Soviétique demande :
- Ça sera le matin ou l'après-midi ? Et le vendeur répond :
- Qu'est-ce que ça peut vous faire, c'est suffisamment loin pour ne pas avoir à s'inquiéter si ça sera du matin ou de l'après-midi... Alors le client :
- C'est parce que j'aurai le plombier dans l'après-midi.

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact: 0661252000

Nouveaux produits DARI : Élus Produits de l'Année 2025



Les nouveaux produits de DARI, marque marocaine leader dans la fabrication de couscous et de pâtes alimentaires, ont été élus Produits de l'Année 2025.

Cette distinction repose sur une étude Nielsen indépendante réalisée au Maroc auprès de 3 000 consommateurs, évaluant les produits selon leur attractivité, leur caractère innovant et leur intention d'achat.

Les produits primés illustrent l'engagement de DARI à valoriser le patrimoine culinaire local, avec des spécialités authentiques comme le Couscous Baddaz (100 % maïs), le Couscous aux 5 céréales intégrant notamment le millet (ilane), le Couscous Berkouks ou encore la Seffa Extra Fine dite "Chaara".

Ces produits répondent à l'attachement croissant des consommateurs pour des produits de qualité, authentiques et locaux.

Cette reconnaissance des consommateurs vient conforter la stratégie de DARI, fondée sur une démarche continue d'innovation, une haute exigence de qualité et la valorisation des produits du patrimoine local. Elle représente également une occasion pour DARI de réaffirmer son engagement à promouvoir l'excellence du label Made in Morocco, tant au Maroc qu'à l'international.



المغرب
تتلاقوا في بلادنا

ntla9awfbladna.ma

WOW

بحر بلادنا
يهمتنا

شاطئ الجبهة

جهة طنجة - تطوان - الحسيمة

المكتب
الوطني
المغربي
للسياحة